# ORGANISATION COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

(pour la reconstruction de la IVe Internationale)

## soutenue par l'ALLIANCE DES JEUNES POUR LE SOCIALISME

## JEAN DELARUE, Professeur de C.E.S., Candidat.

## PATRICE PENITOT, Agent technique à l'Aérospatiale, Suppléant.

---

### IL FAUT BATTRE L'U.D.R. ET SES ALLIÉS

Je me présente aux suffrages des 92 000 électeurs de la 3e Circonscription des YVELINES pour les élections du 4 Mars 1973 où le pays est appelé à renouveler ses députés. Avant d'aborder les problèmes qui nous assaillent et sur lesquels je vais expliquer la position de l'OCI, je voudrais poser une question, celle de la signification de la représentation. Un député c'est, ou cela devrait être, le mandataire de ses électeurs qui à tous moments, doivent pouvoir le contrôler. Pour contrôler, il faut connaître. J'exerce le métier de professeur. Vous êtes parents d'élèves, travailleurs, vous avez donc la capacité de « connaître », c'est-à-dire de contrôler les conditions dans lesquelles s'exerce l'enseignement. Tels sont les rapports qui étaient ceux des « députés » de la Commune de Paris — éligibles et révocables à tous moments — avec leurs électeurs, ceux des députés aux soviets de Lénine et Trotsky en 1917 avec les travailleurs. C'est cela la véritable démocratie, la démocratie ouvrière, la démocratie de l'Etat ouvrier.

Il est vrai que nous ne sommes pas confrontés directement avec ces problèmes dans les élections des 4 et 11 mars 1973 où il s'agit d'élire des députés dans le cadre de la constitution autoritaire, condamnée par toutes les organisations ouvrières et démocratiques en 1958.

Mais pourtant, ces élections ont une grande importance : DEFAIRE LA MAJORITE ANTI-DEMOCRATIQUE, DEFAIRE L'U.D.R. et tous ses alliés qui sont au gouvernement pour servir les intérêts du capital est la nécessité qui s'impose. La défaite de POMPIDOU - MESSMER permettra d'abroger la constitution gaulliste, de rétablir l'exercice de toutes les libertés ouvrières et démocratiques. **La substitution d'un gouvernement ouvrier s'engageant à satisfaire les revendications et les aspirations au gouvernement Pompidou - Messmer deviendra le premier pas pour réaliser la véritable démocratie, la démocratie des Conseils, le premier pas vers le socialisme.**

### LA POLITIQUE DU CAPITAL

Etant professeur de C.E.S. et mon suppléant agent technique à la S.N.I.A.S.. nous voudrions aborder en particulier deux questions que nous connaissons et qui posent tous les problèmes auxquels vous êtes confrontés : celle de l'enseignement et celle du travail et de l'emploi à la S.N.I.A.S.

Nous constatons qu'une fois encore, l'emploi des travailleurs de la S.N.I.A.S. est menacé. Au nom de la concurrence capitaliste entre les trusts, de la rentabilisation, ce sont des milliers de postes de travail de toutes catégories, ouvriers, techniciens, ingénieurs, cadres qui sont en cause avec l'annonce du non-renouvellement des options sur Concorde par les Compagnies américaines. De même, au nom de la « rentabilisation », la réforme de la sécurité sociale, conjuguée à la réforme hospitalière se propose de détruire le minimum de garantie que les travailleurs ont arrraché concernant la maladie, la vieillesse, les charges familiales. Au nom de la « rentabilisation », les loyers des H. L. M. sont sans cesse augmentés. Par contre, le gouvernement dispense sans compter subventions massives et aides de toutes sortes à l'avionneur Dassault. Selon M. Aranda, 500 millions destinés à des logements sociaux passent dans les caisses de l'U.D.R. à Chanteloup-les-Vignes. **Des centaines, des milliers de milliards sont versés aux banques, aux monopoles, au grand capital. Tout est bon : les énormes crédits militaires, les commandes de l'Etat, des communes, des départements, des industries nationalisées, le pillage de la Sécurité Sociale, par les trusts pharmaceutiques.**

Nous constatons, comme chaque mère ou père d'élève le constate chaque année, que sous prétexte de simplifier les études, les directives du Ministère de l'Education Nationale aboutissent à les rendre de plus en plus compliquées, tronçonnant le premier cycle en 3 couloirs sélectifs, créant plus de 12 baccalauréats différents. Les élèves, les parents, les enseignants se perdent dans les couloirs et sections, avec leurs paliers. Le résultat, c'est l'amplification des échecs et des retards scolaires et plus il y a d'échecs et de retards, moins il y a de débouchés. Hypocritement, le gouvernement et les ministres Faure, Guichard, Fontanet prennent des mesures pour, expliquent-ils « ouvrir l'enseignement sur la vie ». **En fait, les mesures ouvrent un enseignement déqualifié chargé de former une main-d'œuvre vouée aux bas salaires, au rendement intensifié, à la mobilité selon les besoins d'un patronat à la recherche de profits grandissants.**

Le démantèlement de l'Education Nationale est réalisé contre les intérêts des élèves.

### EXPLOITÉS CONTRE EXPLOITEURS

Le lien est évident entre les mesures prises dans l'Education Nationale contre les enseignants et les élèves et les conditions de vie et de travail aggravées que les travailleurs de toutes catégories subissent dans les usines, les bureaux, les chantiers.

Si le lien est évident, la réponse doit être identique. Les 4 et 11 mars, les travailleurs voteront contre tous les candidats des partis de la majorité, contre l'U.D.R., contre les candidats du parti réformateur qui vote pour la réforme Edgar Faure de l'enseignement et qui exige, par la personne de J.-J. Servan-Schreiber, frère de B. Gros, qu'au nom de la « rentabilité » on arrête la fabrication de Concorde, ce qui aboutirait à réduire au chômage des milliers de travailleurs hautement qualifiés.

Voilà pourquoi, avec l'O.C.I. et l'A.J.S., nous appelons les électeurs à voter **classe contre classe.**

**PAS UNE VOIX AUX CANDIDATS BOURGEOIS.**

**PAS UNE VOIX pour l'U.D.R. et son représentant local, le gérant de sociétés Godon.**

**PAS UNE VOIX pour les réformateurs et leur représentant, la P.D.G. du cuir Brigitte Gros.**

## POUR UN GOUVERNEMENT SANS REPRÉSENTANTS DES PARTIS BOURGEOIS

Militants de l'O.C.I. et de l'A.J.S., nous poursuivons comme candidats l'action politique pour la construction du parti révolutionnaire indispensable à la réalisation de l'unité de front de la classe ouvrière, à la lutte pour un gouvernement ouvrier, à la victoire sur la bourgeoisie, à la victoire du socialisme. Depuis mai-juin 1968 les travailleurs ont acquis quelques convictions précises : Rien ne sera changé tant que le grand capital contrôlera l'économie, qu'elle fonctionnera selon les exigences du profit, tant que ses représentants détiendront le pouvoir politique. Chacun et chacune reconnaîtra sa propre expérience dans l'exemple des travailleurs de la S.N.I.A.S. qui les premiers occupaient leur usine le 14 mai 1968, dans l'exemple des travailleurs de chez RENAULT, à la pointe de la grève générale et qui depuis n'ont cessé de lutter. Selon les cas, la direction de la S.N.I.A.S., de la Régie RENAULT, le gouvernement ont reculé partiellement, manœuvré, tergiversé. Nous n'avons pas été victorieux. Aucun doute n'est possible : grèves et manifestations sont indispensables. Elles ne suffisent pas. Même la grève générale, pour être victorieuse doit être intégrée à la lutte politique pour renverser les gouvernements du capital, **pour un gouvernement du prolétariat sans représentants des partis bourgeois, défenseurs du capital.**

## UNE EXIGENCE : ROMPRE AVEC LA BOURGEOISIE !

Nous nous présentons dans une circonscription où se présentent également des candidats du P.S. et du P.C.F.

Nous nous présentons parce que nous ne pouvons admettre que des partis se réclamant de la classe ouvrière puissent ouvrir les portes de l'union de la gauche aux radicaux de gauche : au banquier FILIPPI, ex-sous-ministre de Pétain, à l'anticommuniste Maurice Faure qui déclarait récemment : « Je préfère voter pour un U.D.R. que pour un candidat du P.C.F. », à LAMIRAULT, administrateur d'Alfa Roméo, directeur commercial aux usines Renault. Et nous savons ce que représente la direction de chez Renault qui, à Flins, n'a pas hésité à appeler les C.R.S. en 1968.

> Nous disons, c'est leurrer les travailleurs que de prétendre vouloir défendre leurs revendications et leurs aspirations et accepter que les banquiers et politiciens du grand capital radicaux de gauche puissent participer demain à un gouvernement du P.S. et du P.C.F.

L'O.C.I. dit : **Pas de ministres représentant un parti bourgeois dans le gouvernement.** Le vote classe contre classe équivaut au vote pour un gouvernement du P.S. et du P.C.F. qui s'engageraient à faire une politique anticapitaliste.

Les radicaux veulent sauver le capital, la bourgeoisie, la V[e] République ; partisans de l'union de la gauche sans rivage à droite, ils sont prêts à l'union sacrée de tous les partis pour sauver le régime aux abois. Faire alliance avec eux c'est s'interdire d'ouvrir la voie au socialisme.

La preuve ? Pour maintenir « l'union de la gauche », les dirigeants du P.C.F. et du PS. ont affirmé publiquement qu'ils n'attenteraient pas à la V[e] République, à sa constitution, qu'ils laisseraient Pompidou en place, qu'il faudrait modérer les revendications.

P. Juquin et Mitterrand se sont prononcés pour les prêtres à l'école.

Accepter cela c'est remettre en cause le principe démocratique fondamental de la **séparation de l'église et de l'école,** c'est violer les consciences de ceux qui, — mère et père de famille, professent une autre opinion.

Là également le lien est évident : le socialisme c'est l'expropriation sans indemnité ni rachat des trusts, des banques. Lutter pour le socialisme c'est combattre pour nationaliser sans indemnité ni rachat les monopoles dont l'un des plus puissants est le monopole de l'enseignement privé confessionnel.

En refusant de combattre pour l'expropriation du monopole de l'enseignement privé confessionnel, on affirme par là ne pas vouloir combattre pour l'expropriation de tous les monopoles, et lorsque l'on écrit dans le programme commun des nationalisations, on envisage d'indemniser les monopoleurs.

En fait, non seulement par l'alliance avec les radicaux bourgeois on se refuse à combattre pour le socialisme mais on accepte le maintien du système de la propriété privée, on remet en cause le principe démocratique de la laïcité.

C'est dans ces conditions que l'O.C.I., qui appelle à voter classe contre classe, a décidé de présenter des candidats.

## BATIR LE PARTI DE LA RÉVOLUTION SOCIALISTE

Je suis trotskyste.

Un autre candidat se présente sous l'étiquette trotskyste. Partisan honteux de l'union de la gauche, par le biais d'un accord avec Krivine, il n'a aucun droit à ce titre. Je le dis, si j'estimais conforme aux intérêts des masses laborieuses l'union de la gauche réalisée par le P.C.F., le P.S. et le parti des banquiers radicaux de gauche, l'O.C.I. n'aurait pas présenté de candidat, parce que je n'aurai pas voulu faire perdre de voix aux candidats de l'union de la gauche. Mais, il y a plus, son organisation ose présenter un candidat contre mon camarade Jean-Pierre Speller qui affronte l'U.D.R. Kaspereit, responsable de l'agression qui l'a mutilé à vie en avril 1969, dans le 9[e] arrondissement de Paris.

Il faut être clair. C'est pourquoi je dis :

Si vous estimez devoir voter pour l'union de la gauche, alors votez P.C.F. ou P.S.

Si vous pensez que le vote que vous allez émettre doit être véritablement un vote de classe, alors, **pour la construction du parti révolutionnaire, vous voterez pour le candidat de l'O.C.I.**

**En tout état de cause,**

**PAS UNE VOIX AU PREMIER TOUR SUR UNE FORMATION SOUTENANT LA POLITIQUE DU CAPITAL.**
**AU DEUXIEME TOUR, TOUTES LES VOIX SUR LE CANDIDAT DU PARTI OUVRIER ARRIVÉ EN TÊTE AU PREMIER TOUR.**

**POUR LE SOCIALISME**
**POUR LE GOUVERNEMENT OUVRIER**
**POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI RÉVOLUTIONNAIRE**

# Votez O.C.I., Votez JEAN DELARUE

Vu : le Candidat.

*Les Impressions Chrisjeanphyl*